

ÉCONOMIE

PAYS EXPORTATEURS DE PÉTROLE (MENA)

Les réserves à l'étranger en hausse en 2010

Dans son dernier rapport sur les perspectives économiques de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), le FMI estime que les pays exportateurs de pétrole pourront augmenter leurs réserves internationales de plus de 100 milliards de dollars d'ici 2010 et maintenir ainsi leurs dépenses publiques. «La remontée des cours du brut et la reprise anticipée de la demande globale vont contribuer à accroître les recettes pétrolières et permettre aux exportateurs de reconstituer leurs réserves de change. Cela créera en conséquence les conditions pour un maintien des dépenses publiques», précise le FMI. Le rapport prévoit que le taux d'accroissement du PIB dans la région devrait revenir aux alentours de 4% en 2010, alors que jusqu'à présent, la baisse de la production pétrolière s'est traduite par son repli de 3,5%. Le FMI rappelle, par ailleurs, dans son rapport rendu public hier que les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP - Algérie, Arabie Saoudite, Bahreïn, Emirats arabes unis, Iran, Irak, Koweït, Libye, Oman, Qatar, Soudan et Yémen - ont été frappés de plein fouet

par la crise financière mondiale, qui s'est propagée jusqu'à eux via la chute des prix du pétrole et le tarissement soudain des entrées de capitaux. Les pays pétroliers de la région ont souffert de la chute des prix du pétrole à quelque 30 dollars le baril fin 2008 après avoir culminé à 147 dollars en juillet de la même année. Depuis, les prix ont rebondi pour se situer autour de 70 dollars le baril. Le FMI relève aussi dans son rapport que les pays de la région se sont appuyés alors sur les réserves abondantes constituées avant la crise, que les pouvoirs publics ont réinvesti en mettant en place des politiques de relance budgétaire et en injectant des liquidités dans leur secteur financier, ce qui a contribué à limiter les effets du ralentissement ambiant sur leurs économies. «Durant la crise, ces mesures ont également aidé à maintenir des niveaux d'importation relativement élevés qui, à leur tour, ont amorti l'impact de la récession mondiale. Pour conduire ces politiques, les pays exportateurs de pétrole ont puisé plus ou moins abondamment dans leurs réserves disponibles, avec pour conséquence un recul de

leur excédent courant de près de 350 milliards de dollars», peut-on lire dans le rapport de l'institution internationale. Le FMI salue dans son rapport les politiques anticycliques que les pays exportateurs de pétrole du Moyen-Orient ont menées face à la crise et estime que la reprise sera timide pour les pays importateurs de pétrole de la région. «Bien que la plupart des banques de la région n'aient pas été exposées aux actifs toxiques, elles ont assisté à l'effondrement des marchés d'actifs nationaux et au reflux des capitaux étrangers. Néanmoins, la réaction rapide et vigoureuse des pouvoirs publics a permis de limiter la casse», souligne le FMI qui estime que dorénavant, «il sera crucial de continuer à renforcer la réglementation et le contrôle financiers, qui ont déjà été institués dans certains pays». A moyen terme, pronostique le FMI, le développement des marchés financiers, y compris leur diversification hors de la sphère bancaire, demeurera une priorité, tout comme les efforts visant à améliorer le climat des affaires pour soutenir la diversification économique et créer des emplois. **Zhor Hadjam**

AVIS D'APPEL POUR L'URANIUM L'ANPM rappelle la date limite pour la préqualification

L'Agence nationale du patrimoine minier (ANPM) a rappelé, hier, que le délai prévu pour le dépôt de la demande de préqualification pour les intéressés par l'appel à manifestation d'intérêt national et international pour la mise en adjudication de 20 titres miniers concernant l'or et l'uranium expirera le 22 octobre prochain selon une information rapportée par l'APS. L'Agence a ainsi invité toutes les compagnies intéressées par l'appel à exprimer leurs intérêts pour être préqualifiées à participer aux appels d'offres pour l'exercice des activités de prospection et/ou d'exploration minière en Algérie, en partenariat avec le holding Sonatrach. L'Agence a précisé que seuls les candidats préqualifiés seront invités à participer à l'appel d'offres national et international qui sera lancé le 6 décembre prochain. L'avis d'appel d'offres concerné par ce rappel concerne surtout l'uranium. Ce rappel peut signifier que même si des sociétés ont exprimé leur intérêt vu l'importance de l'uranium, elles n'ont pas pu autant remis leur dossier de préqualification. Et pour éviter peut-être de se retrouver avec un nombre réduit de sociétés au moment du lancement de l'appel d'offres le 6 décembre avec tout ce que cela peut impliquer comme manque dans la concurrence, l'ANPM a jugé utile de rappeler la date limite. Toutefois, l'Agence peut toujours laisser la liste ouverte pour les prochains avis. Il faut rappeler que l'Agence a introduit une nouvelle méthode de préqualifica-

tion pour les avis d'appel d'offres importants afin d'éviter de rencontrer un certain type de problèmes selon ses responsables. En effet, des sociétés algériennes et étrangères ont soumissionné et obtenu des titres sans avoir les moyens de poursuivre leurs investissements. Ce qui devrait amener l'Agence à annuler les titres octroyés. La préqualification permettra d'autoriser uniquement les sociétés qui disposent de moyens d'investir. L'appel d'offres concerné par le rappel a été lancé au début du mois d'août. C'est un appel à manifestation d'intérêt national et international pour la mise en adjudication de vingt titres miniers dont deux pour l'exploration et dix-huit pour la prospection. Les titres concernent des sites miniers d'or et d'uranium et situés dans les wilayas de Tamansrasset et d'Illizi. C'est la première fois que des sites d'uranium sont mis en avis d'appel d'offres. Les réserves prouvées d'uranium de l'Algérie sont estimées à environ 30 000 t, selon le ministère de l'Énergie. Selon le ministère, elles peuvent alimenter deux centrales nucléaires de 1000 mégawatts durant une soixantaine d'années. Ce qui est appréciable mais pas très important. L'avis d'appel lancé pour les sites à uranium devrait contribuer à augmenter les réserves prouvées. Selon les responsables de l'Agence, des sociétés de pays émergents se sont déjà manifestées pour l'uranium. Il est attendu aussi que des sociétés chinoises, russes, américaines et françaises se présentent. **Lies Sahar**

MOURAD PREURE. Expert pétrolier international

«Pour l'industrie pétrolière, 2010 sera particulière»

Propos recueillis par Ali Titouche

Le FMI vient de rendre public un rapport sur les pays de la région MENA, laissant comprendre que les pays exportateurs de pétrole de la région pourront augmenter de 100 milliards de dollars leurs réserves à l'étranger. Quelle est votre analyse du marché pétrolier à l'heure actuelle et quelles sont vos prévisions pour 2010 ?

C'est une anticipation assez réductrice que vient de faire le FMI parce que 2010 sera une année assez compliquée. Le prix du pétrole est en train de fluctuer aujourd'hui autour des 70 dollars le baril sous l'effet de plusieurs paramètres, à titre d'exemple le cours du dollar et les informations qui proviennent de l'économie réelle. L'anticipation du FMI se fonde sur une conviction faisant état d'une reprise de l'économie mondiale, or la croissance, aujourd'hui, dans les principaux pays occidentaux a un fort contenu budgétaire. Je trouve que le rapport du FMI est réducteur aussi du fait que les pays qui donnent plus d'optimisme quant à la demande pétrolière sont les pays émergents, or ils ne sont pas encore dans une ambiance réelle de sortie de crise. Pour l'industrie pétrolière, l'année 2010 sera assez particulière. Je ne pense pas qu'il y aurait une contrainte d'offre pour la simple raison que l'OPEP a une capacité de production inutilisée de près de 8 millions de barils/jour, ce

qui est de nature à tirer les prix vers le haut. Il y a aussi une baisse de 10 dollars des coûts marginaux ; ils sont entre 70 et 80 dollars le baril, donc très proches des prix.

Les vrais signaux de croissance sont donc attendus à partir du second semestre 2010...

Je pense qu'à partir du 2^e semestre 2010, avec le retour à la croissance de l'économie mondiale, la contrainte d'offre se manifesterait et on commencerait à s'approcher du seuil structurel de 100 dollars le baril. Et à partir du second semestre 2010, d'ailleurs l'Agence internationale de l'énergie (AIE) anticipe une croissance de 1,7% de la demande mondiale en 2010 (le même niveau de croissance de 2008, avant la crise), l'industrie du pétrole retrouvera ses couleures pour atteindre rapidement sa vitesse de croisière. Les prix commenceront donc à être tirés vers le haut, tandis que les placements et les investissements des pays pétroliers à l'étranger commenceront aussi à être plus conséquents. A mon avis, les capacités d'investissement seront déterminées par les niveaux des prix du pétrole. Avant la fin du premier semestre 2010, je ne pense pas que les cours vont se situer structurellement à des niveaux qui permettraient aux pays producteurs non seulement de supporter la crise économique, mais aussi d'accroître leurs placements à l'étranger. D'autant qu'il reste encore cette mauvaise ambiance, combinée à un manque de confiance vis-à-vis des placements à l'étranger.

D'ici là, quels seront les moyens d'intervention et/ou d'influence de l'OPEP sur les marchés ?

Je crois que l'OPEP doit se décider d'abord pour ce qui est des 8 millions de barils/jour de capacités inutilisées. La question de la cohésion et de la discipline pose problème aussi au sein du groupe de l'OPEP, dont les pays ont besoin aussi de ressources financières pour faire face à la crise et pour relancer leurs machines économiques. Ils sont, pour la plupart, mono-exportateurs et donc totalement dépendants du marché pétrolier. Je reste réservé sur les capacités de l'OPEP de réduire sa production car cela accroîtrait sa capacité inutilisée. Cela dit, je ne suis pas certain que l'OPEP puisse se diriger vers cette perspective, car en écoutant les ministres du Pétrole des pays membres de cette organisation, leurs discours n'évoquent pas dans le sens d'une nouvelle réduction de la production. J'entends aussi dire que la reprise de la croissance mondiale doit être soutenue et l'OPEP devrait donc augmenter sa production. Je crois qu'il faut se méfier des statistiques car nous avons eu l'expérience, en novembre 1997, à la veille de la crise asiatique, lorsque l'OPEP avait augmenté sa production et on avait vu les prix chuter de manière vertigineuse. Je suis de ceux qui croient à une crise en deux creux. Je crois qu'il faut traiter rapidement cette question de régulation pour qu'il y ait une autorité capable de contrôler les marchés.

Quelle sera, selon vous, la situation des ré-

servés algériennes, voire les recettes pétrolières, en attendant la reprise de l'économie mondiale et des marchés ? Va-t-on assister à une autre chute des recettes pétrolières ?

Personnellement, je ne vois pas une chute des prix pointer à l'horizon. Et les recettes ne connaîtront donc pas de chute puisque les prix du pétrole continuent à tourner autour du coût marginal. Ceci ne veut pas dire qu'il faut baisser la garde. En tant que pays mono-exportateur, l'Algérie doit trouver de nouveaux relais de croissance autres que les hydrocarbures. **A. T.**

ATELIERS PRATIQUES
www.dmgicenter.com

New

- Conception d'un site Web dynamique, du 18 au 22 octobre 2009
- Excel Niveau 1 pour les Cadres, du 18 au 22 octobre 2009
- Elaboration et mise en œuvre d'un plan de formation, du 18 au 22 octobre 2009
- Windows 2003 Server, de l'installation à l'administration, du 25 au 29 octobre 2009
- PowerPoint, du 25 au 29 octobre 2009
- Normes : IAS/IFRS : Module 1, du 25 au 29 octobre 2009

Contactez BMGI Center - 88 Ter, Bd. Krim Belkacem - Télémy, Alger
Tel : 213 (0) 21 630 630 - 631 631 - 641 641
Fax : 213 (0) 21 64 24 24 - 64 25 25
Mobile : 213 (0) 7 70 30 70 86
E-mail : info@bmgicenter.com

Centre Appré

DIPLOME PROFESSIONNEL DE L'AUDIT INTERNE

L'Institut MBI en collaboration avec L'A.A.C.I.A (Association des Auditeurs Consultants Internes Algériens) lance la **4^{ème} Promotion** du **D. P. A. I «DIPLOME PROFESSIONNEL DE L'AUDIT INTERNE»**; Formation diplômante de **19 jours** encadrée par des formateurs Algériens et Etrangers accrédités par l'**IFACI - Institut Français de l'Audit et du Contrôle Interne**

Démarrage de la formation : Novembre 2009.

Locaux de MBI : Sétif, Alger, Annaba

MBI: 45, Rue BELLOUT Med Tahar villa TLIDJENE SETIF 19000-TEL : (036) 83 42 73 - 92 44 44 -FAX : (036) 83 42 73 - 83 18 34